

## Notes table ronde numérique

### Invités :

**David PUCHEU**, Maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication, chercheur au laboratoire MICA (Médiations, Informations, Communication, Arts) - Université Bordeaux Montaigne.

**Michel Guillou**, observateur du paysage numérique et des médias. Voir son blog « Cultures numériques » [https://www.culture-numerique.fr/?page\\_id=617](https://www.culture-numerique.fr/?page_id=617) .

**Aloïs Gaborit**, membre de la liste Poitiers Collectif , co-fondateur d'une start-up EdTech, Pixis, dont l'objectif est de rendre chaque jeune acteur de son orientation scolaire et professionnelle tout en mettant en avant les 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU.

Laboratoire animé par **Hélène Paumier**, candidate de la liste Poitiers Collectif.

**Introduction** par Hélène Paumier : « le numérique, dans cette période de risque, est-il une menace ? Une promesse ? Ou bien cette dichotomie facile, réductrice sans doute, est-elle dépassable et plus complexe... ? Nous verrons aussi comment le numérique trouve sa place, la prend nécessairement même, dans les programmes et les politiques municipales. Nous rêverons sans doute, je l'espère, de la place idéale et des fonctions qu'il peut prendre ».

- 1) Il paraît cependant indispensable de commencer par nous questionner sur ce terme : « Numérique » Que désigne pour chacun de vous le nom « numérique », que recouvre-t-il comme réalité ?

Précisions sur la question - Le « numérique" est un nom que tout le monde utilise, qui apparaît d'une manière ou d'une autre dans tous les médias, dans nos pratiques actuelles peut-être encore plus en tant de crise, dans les discours sur la pandémie et dans tous les programmes politiques : quelle(s) réalité(s) recouvre pour vous ce mot "numérique" et pourquoi peut-on dire que le numérique est-il politique notamment à l'échelle d'une municipalité ?

**David Pucheu** : Le numérique n'est pas un objet mais un processus, qui affecte toutes les activités humaines. Il est donc difficile de l'aborder de manière globale. Je suis plutôt favorable à une approche sectorielle.

L'angle politique est intéressant, du point de vue de la gouvernance des territoires notamment. Le numérique n'est pas un outil technique uniquement, c'est une culture, un processus profondément dépendant de la relation avec l'humain. Et à ce titre, ce n'est pas qu'un objet d'études pour les informaticiens, il doit être pensé à l'échelle de la société.

L'équipe de recherche « études digitales », proche de l'Institut de Recherche en Innovation, dirigé par Bernard Stiegler, parle de « digital » plus que de « numérique », un terme qui me parle plus car il remet de l'humain.

**Aloïs Gaborit** : Oui, le numérique est politique, car il dépend de l'usage qu'on en fait. On a trop souvent tendance à confondre la fin, et l'outil. Le numérique n'est pas une fin en soi, et donc le numérique

n'est pas bon ou mauvais en soi : il est à considérer comme un outil, au service de multiples projets. On a d'ailleurs du mal à l'utiliser sans un qualificatif : numérique éducatif, imagerie numérique, etc... On parle de numérique éducatif, par exemple : quel projet éducatif sert-il ?

Question : le numérique est-il un art ? **Michel Guillou** : il peut ! Tout comme il peut être culturel, social, technique, mathématique...

2- Tous les français et les françaises sont amenés aujourd'hui à remplir des questionnaires numériques que ce soit dans le cadre du service public (impôts, éducation etc.), dans le cadre du commerce (achats en ligne) et plus récemment pour les autorisations de sortie dans le cadre de la crise sanitaire : il y a une sorte d'attraction nécessaire, mêlée de méfiance voire de paranoïa de fascination/répulsion fantasmée ou non, bref, le numérique fait "réagir". Ce rapport sensible des individus au numérique vous semble-t-il encore plus sensible en temps de crise sanitaire et, si oui ou non, pourquoi ?

**David Pucheu.** Tout outil numérique peut être à la fois un outil de contrôle social, et à la fois un outil d'émancipation, l'application [#STOPCOVID](#) est le dernier item de ce questionnement. La vigilance est de mise, surtout dans un contexte de crise"

Et quelle est la position de Poitiers Collectif sur le sujet ?

**Aloïs Gaborit.** Nous n'avons pas eu l'occasion d'acter une position collective sur le sujet. De manière générale, Poitiers Collectif est très attaché aux libertés individuelles, et à la protection des données, nous portons même un projet de « politique municipale de la donnée », ce qui nous incite à une certaine méfiance, en tout cas moi à titre personnel, sur cet outil. Pour l'instant, comme en témoigne le report du vote à l'assemblée, l'application n'est pas prête. Lorsque nous connaissons l'ensemble des tenants et les aboutissants, une position claire de Poitiers Collectif pourra être débattue et exprimée.

3 - Points positifs / négatifs des usages numériques pendant la crise ?

**Aloïs Gaborit.** Les outils numériques ont permis de faire naître et valoriser des initiatives solidaires pendant la crise, y-compris à [Poitiers](#) : le groupe Facebook "Entraides Citoyennes" par exemple, a permis de mettre en lien de nombreuses bonnes volontés. J'ai aussi expérimenté une plus grande consommation de biens culturels, de biens sportifs... On se rend compte que la culture est une chose essentielle à notre bien-être.

**David Pucheu.** La période #COVID19 a accéléré l'appropriation des nouvelles technologies, par pragmatisme : les enseignants, par exemple, ont dû faire un "saut en compétences" extrêmement rapide". Les usages pédagogiques liés au numérique ont fait un bond, pour les besoins de la continuité pédagogique, développement d'une certaine inventivité. Parmi les points négatifs : cette période révèle qu'il y a beaucoup trop d'externalisation des services numériques au privé, on n'a pas la maîtrise publique de ce secteur. Ce n'est pas sécurisant à long terme pour les populations, et ça ne garantit pas l'imprégnation des valeurs du service public dans le numérique.

**Michel Guillou.** J'ai constaté que la continuité pédagogique à distance a permis d'affiner le lien enseignants-élèves, mais aussi parfois les liens intergénérationnels qui ont été questionnés, et qui ont fait l'objet de nouvelles solutions. Constat que le lien social est plutôt raffermi avec ce confinement, qui a obligé à construire de nouveaux liens.

Parmi les points négatifs, ce qui me permet aussi de donner mon avis sur l'application « stop COVID », je constate qu'en temps de crise, beaucoup d'entre nous sommes prêts à accepter des privations de liberté, contre une promesse de sécurité -sur laquelle nous n'avons en réalité que peu de garanties. La liberté, y-compris numérique, doit faire l'objet d'une vigilance permanente, même en temps de crise.

4 - Aloïs Gaborit, dans le programme de Poitiers Collectif on trouve des expressions comme "inclusion numérique", on évoque "la place du numérique dans l'éducation" ou "le numérique au service de l'éducation", on parle aussi de "numérique responsable" : est-ce que vous pouvez nous éclairer sur la manière dont est envisagée la place de cette culture numérique, de ses outils et de ses usages dans le programme de Poitiers Collectif ? Comment Poitiers Collectif, lors de cette crise sanitaire, s'empare ou non du numérique et quel discours tient-il à propos de ses usages et de sa place ?

**Aloïs Gaborit.** Dans le programme de Poitiers Collectif, on parle de « Numérique responsable ». Nous pensons que numérique n'est pas bon ou mauvais, il dépend de l'usage qu'on veut en faire. Il doit aussi, comme toute politique, faire l'objet de débat et de concertation avec les usagers.

Notre programme comprend deux points majeurs de vigilance vis-à-vis du numérique :

- 1) le numérique a des impacts écologiques que l'on ne peut ignorer, nous voulons que la collectivité s'engage dans des pratiques exemplaires et sobres (dans ses usages, dans le renouvellement de son matériel...)
- 2) En France, 6 Millions des personnes sont considérées comme "illetrées", et Poitiers ne fait pas exception. Le numérique comporte un risque important d'exclusion sociale, ce à quoi nous souhaitons être très vigilants, notamment pour l'accès au service public.

5 - Débat autour de la souveraineté des Etats, de l'autonomie des citoyens, en matière numérique, qui apparaît très faible aujourd'hui.

**David Pucheu.** Il existe une dissymétrie entre la vision nationale du numérique, très proche des industriels, porteuse de solutions considérées comme automatiques, et la vision locale, où les municipalités doivent garantir l'association des usagers à leur mise en oeuvre. Ainsi, pour y revenir, je suis très sceptique sur l'efficacité et la sécurité de l'application « stop COVID ». Le déploiement de nouveaux outils doit faire l'objet d'une concertation, de vérification de l'usage des données, or ici le temps nécessaire à ces garanties n'a pas été pris.

Echange entre Michel Guillou et David Pucheu sur la place disproportionnée entre les logiciels libres / les logiciels propriétaires des grandes firmes, en situation de pouvoir disproportionné par rapport aux forces publiques en matière de numérique, ce qui questionne l'indépendance des Etats et des citoyens, leur autonomie vis-à-vis des outils numériques.

**David Pucheu.** Le gap est énorme entre les logiciels open-source, et les logiciels propriétaires, conçus par de grandes firmes. Cela remet totalement en question notre autonomie, et notre capacité d'innovation, à titre individuel mais aussi au titre des pouvoirs publics.

**Michel Guillou.** La question de l'indépendance numérique est souvent au cœur des démarches citoyennes, et il est vrai qu'il est très difficile de lutter contre l'hégémonie de certains services et opérateurs numériques.

**Aloïs Gaborit.** Se pose de manière générale la question du lien entre le service public et le numérique : si toutes les démarches sont numérisées, avoir internet ne devient-il pas une ressource de 1ère nécessité, comme l'électricité ? Il ne doit pas y avoir d'inégalité d'accès au service public.

**David Pucheu.** Les pouvoirs publics doivent en effet prendre à bras le corps les services numériques, beaucoup trop délégués au privé. Ce n'est pas sécurisant à long terme, et surtout, ces services doivent répondre à une vision de politique publique, qui n'est pas forcément la même entre les secteurs privés et publics.

**Aloïs Gaborit.** La crise actuelle montre aussi notre dépendance totale au numérique, ce qui n'est pas rassurant. On parlait ce matin de résilience alimentaire; quid de la résilience de nos sociétés, aujourd'hui, en l'absence de système numérique fonctionnel ?

6 - Comment réguler les impacts écologiques du numérique, que l'on sait déjà énormes, et qui sont amenés à doubler dans les prochaines années ?

**David Pucheu.** Pour faire face aux défis majeurs de l'impact écologique du numérique, il faut mettre de la régulation politique dans le déploiement de la production industrielle et des nouveaux services numériques, à l'échelle internationale, nationale, locale.

**Michel Guillou.** C'est aussi en rendant les citoyens acteurs des débats politiques autour du numérique, y-compris dans leur quotidien, qu'on favorisera l'émergence de la raison, y-compris écologique, dans ce développement du numérique qui semble aujourd'hui dérégulé.

**Aloïs Gaborit.** Comment réguler l'impact du numérique ? Comme toujours, il y a plusieurs niveaux de régulation :

- 1) Une régulation politique globale
- 2) Une régulation de nos consommations individuelles
- 3) Une régulation chez les producteurs de contenus. Il existe des pratiques plus vertueuses que d'autres, en matière de consommation d'énergie, d'incitations à la consommation....

Mais il faut également renoncer à l'imposition du numérique de manière descendante, comme aujourd'hui. Cela désresponsabilise les citoyens, et imposer le numérique sans concertation, sans prudence, laisse souvent du monde sur le bord de la route socialement, et, la preuve, cela ne prémunit pas contre les impacts écologiques.

Un mot de la fin ?

**Michel Guillou.** « Pour un retour d'un citoyen numérique ! Les personnes ne sont pas que des « usagers » du numérique, ils doivent aussi en être acteurs !

David Pucheu. Il y a des signes encourageants du côté du renforcement capacitaire des infrastructures publiques dans leur appropriation du numérique. Mais le « monde d'après » est tellement plein d'incertitudes !